

Ce n'est pas le moment de juger des responsabilités, encore moins de répartir le blâme pour ce qui est arrivé à l'aube. Ce genre d'enquête peut attendre. Quoi qu'il en soit, il faudra remonter de l'occasion à la cause de la guerre, à ces racines profondes qui, depuis longtemps, plongent dans les fondements mêmes des politiques.

C'est au Conseil de sécurité qu'incombe le gros de la tâche: mettre fin aux hostilités et arriver à un règlement; le Canada est représenté au sein du Conseil, et c'est là que nous allons faire tout notre possible pour rétablir la paix. Cela incombe surtout aux quatre membres permanents du Conseil de sécurité, le Royaume-Uni, les États-Unis, la France et l'URSS. Ils devraient se réunir et s'acquitter de cette responsabilité plutôt à titre de membres du Conseil de sécurité et faire rapport à cet organisme—mais je crois qu'ils devraient se rencontrer, et à un niveau politique très élevé. Il y a lieu de s'inquiéter. Ce n'est pas le moment de s'abandonner au désespoir, mais bien celui de n'épargner aucun effort pour rétablir la paix dans la région en cause.

(Applaudissements)

L'hon. Gordon Churchill (Winnipeg-Sud-Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais remercier le premier ministre de sa déclaration. Je pense comme lui qu'à ce moment précis de la crise internationale, on ne peut aller plus loin qu'il ne l'a fait en disant qu'il ne faut ménager aucun effort pour amener la fin des hostilités. Le Conseil de sécurité devrait faire tout son possible pour arranger un armistice. Alors seulement pourrions-nous espérer un règlement général des difficultés dont souffrent les pays du Moyen-Orient depuis si longtemps.

A l'heure actuelle, comme l'on ne possède que très peu de renseignements sur l'étendue du conflit, il est impossible, comme l'a indiqué le premier ministre, d'évaluer la part de culpabilité ou de responsabilité des pays en cause. Il nous faudra attendre la suite des événements. Ce n'est pas toujours la meilleure chose à faire lorsqu'un conflit éclate quelque part dans le monde mais, à ce stade, tout ce que le Canada peut faire, c'est d'exprimer l'espoir que le Conseil de sécurité pourra prendre les mesures qui s'imposent et que les quatre grandes puissances au sein du Conseil, qui se préoccupent du Moyen-Orient depuis tant d'années, pourront voir à ce que le conflit soit contenu et réglé le plus vite possible.

Nous vivons à une époque où nous ne saurions envisager les horreurs d'une guerre étendue sans beaucoup de crainte. Nous en sommes à l'une des heures graves de l'histoire

[Le très hon. M. Pearson.]

du monde où l'on nous fournit, nous l'espérons, une autre chance de réévaluer certains des problèmes internationaux et, si le présent conflit peut être enrayé, d'essayer d'en éliminer certaines des causes sous-jacentes. Je me souviens fort bien des discussions que nous avons eues ici au printemps de 1956, lorsque la crise couvait au Moyen-Orient. Nous avons compté sur les Nations Unies pour arrêter toute violence dans cette région, mais en vain. Appelé à faire à l'époque un discours à Montréal sur la situation au Moyen-Orient, j'y ai tenu notamment des propos qui me semblent applicables aux événements actuels:

Ce qui arrive présentement à Israël préoccupe beaucoup, non seulement toutes les petites nations, mais aussi l'Organisation mondiale des Nations Unies. En effet, l'Assemblée des Nations Unies a, en 1947, fixé le partage de la Palestine, accepté que prenne fin le mandat de la Grande-Bretagne et lancé un petit État sur la voie de l'indépendance. Les États-Unis et la Russie étaient d'accord, le Canada a joué un rôle actif pour défendre les intérêts de la nouvelle nation, et 33 pays ont voté pour le projet. En fait, l'État d'Israël est une réalisation des Nations Unies. S'il était maintenant détruit, l'influence et le prestige des Nations Unies seraient gravement atteints.

J'ai dit, plus loin:

...l'établissement de l'État d'Israël a été marqué par de nombreux actes de violence, il a provoqué beaucoup d'amertume et causé le déracinement et la dispersion d'autres peuples. Aussi longtemps qu'une solution ne sera pas trouvée au problème des réfugiés arabes de Palestine, le Moyen-Orient continuera à être troublé. Il est indispensable que les autres pays comprennent tous ces problèmes.

C'était il y a 11 ans. La situation est redevenue critique et la solution nous échappe. J'ignore de combien de leçons le monde aura encore besoin avant d'être en mesure, par l'intermédiaire des Nations Unies, de régler certains problèmes pénibles qui se posent et qui semblent inévitablement aboutir à des conflits armés. (Applaudissements)

• (2.50 p.m.)

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais d'abord marquer au très honorable premier ministre notre appréciation de l'initiative qu'il a prise en demandant aux porte-parole des partis opposés de le rencontrer, lui et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Cette initiative dénote un grand sens politique et nous l'approuvons dans une crise comme celle-ci. Je sais, bien sûr, que ce n'est pas la première fois que cela se fait.

Monsieur l'Orateur, il ne servirait de rien, dans cette situation extrêmement grave et dangereuse, de chercher qui a déclenché les hostilités. Pour moi, la guerre au Moyen-Orient a commencé au moment où la Force d'urgence des États-Unis a été retirée et où